

IRLANDE

En 2014-2015, la reprise devrait se raffermir. L'investissement est reparti à la hausse, y compris dans l'immobilier résidentiel, et devrait enregistrer une solide croissance, quoiqu'à partir d'un faible niveau. Les exportations devraient se redresser, grâce à une expansion plus dynamique des partenaires commerciaux. L'amélioration régulière de l'emploi favorisera une nouvelle baisse du taux de chômage. Le volant de capacités inutilisées contribuera à modérer la progression des salaires et l'inflation.

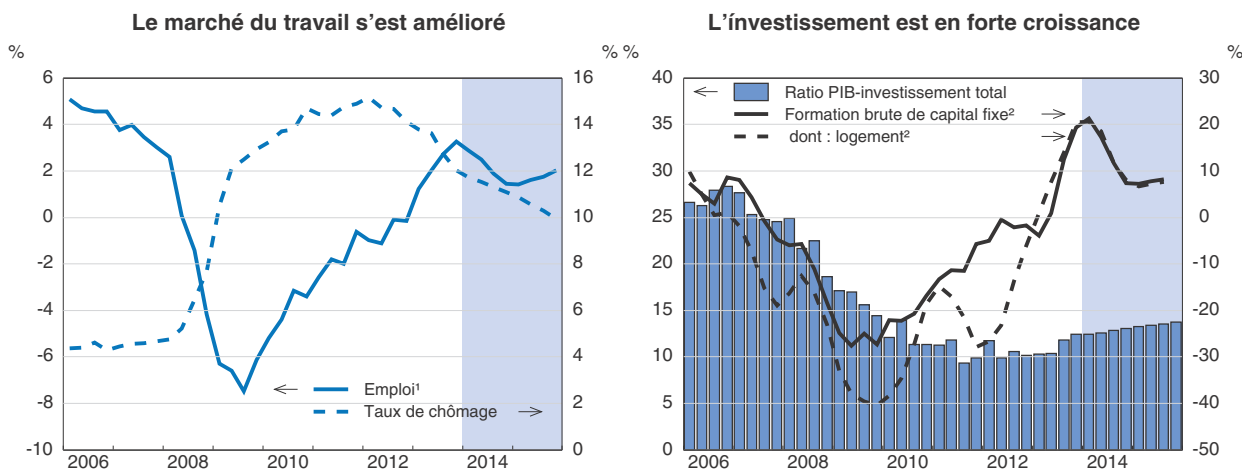
Afin d'orienter fermement à la baisse la dette publique, qui reste élevée, le gouvernement devrait mettre en œuvre son programme d'assainissement structurel jusqu'en 2015. Le processus de remise en état du secteur bancaire devrait être renforcé par l'abaissement continu du volume considérable des prêts improductifs et la réparation du circuit du crédit bancaire. L'amélioration du service public de l'emploi et le retour des chômeurs de longue durée sur le marché du travail doivent demeurer prioritaires afin que la reprise bénéficie à l'ensemble de la société. Afin de stimuler le potentiel de croissance, les autorités devraient compléter la forte attractivité de l'Irlande pour l'investissement étranger par des efforts accrus visant à encourager l'innovation dans l'ensemble de l'économie et à faciliter l'accès des entreprises aux capitaux.

La reprise s'affermnit

La plupart des indicateurs à court terme montrent que l'économie se redresse. Le prix des logements et la confiance des consommateurs sont à la hausse, l'emploi et l'investissement sont de nouveau sur une pente ascendante, et la croissance plus vive des partenaires commerciaux soutient les exportations. L'excédent de la balance courante est ample et croissant. L'inflation sous-jacente reste modeste et inférieure à la moyenne de la zone euro.

Le cap de la politique budgétaire est conservé

En 2013, le déficit budgétaire s'est situé de nouveau sous le plafond prévu par la procédure de l'UE pour déficit excessif. La dette publique est supérieure à 120 % du PIB (selon la définition de Maastricht), mais elle

Irlande

1. Pourcentage de variation en glissement annuel.

2. En termes réels. Pourcentage de variation en glissement annuel, moyennes mobiles centrées.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 95.

Irlande : **Demande, production et prix**

	2010	2011	2012	2013	2014	2015
	Prix courants milliards d' €	Pourcentages de variation, en volume (prix de 2011)				
PIB aux prix du marché	158.1	2.2	0.2	-0.3	1.9	2.2
Consommation privée	78.3	-1.4	-0.3	-1.1	0.9	1.0
Consommation publique	30.0	-2.9	-3.2	-0.7	-1.8	-1.5
Formation brute de capital fixe	19.3	-9.7	-1.2	4.9	14.1	8.0
Demande intérieure finale	127.6	-3.0	-1.1	-0.3	2.4	1.6
Variation des stocks ¹	0.9	1.0	-0.4	0.1	-0.2	0.0
Demande intérieure totale	128.5	-1.8	-1.6	-0.2	2.2	1.6
Exportations de biens et services	157.9	5.3	1.6	0.1	2.8	3.1
Importations de biens et services	128.3	-0.4	0.0	1.0	4.0	2.9
Exportations nettes ¹	29.6	5.7	1.6	-0.6	-0.4	0.9
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	0.7	0.7	0.4	0.4	0.9
Prix à la consommation harmonisé (indice)	—	1.2	1.9	0.5	0.3	0.7
Déflateur de la consommation privée	—	2.1	0.5	1.7	1.0	0.9
Taux de chômage	—	14.6	14.7	13.0	11.4	10.4
Solde des administrations publiques ^{2,3}	—	-13.0	-8.1	-7.0	-4.7	-3.1
Dette brute des administrations publiques ⁴	—	103.9	127.8	134.6	133.1	132.0
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht ²	—	104.1	117.4	123.7	121.9	121.1
Balance des opérations courantes ²	—	1.2	4.4	6.6	6.6	7.6


1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. En pourcentage du PIB.

3. Le déficit inclut l'effet des mesures ponctuelles de recapitalisations dans le secteur bancaire.

4. En pourcentage du PIB, valeur du marché.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 95.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933055576>

devrait commencer à décliner à partir de 2014. Le gouvernement devrait mettre pleinement en œuvre le programme d'assainissement budgétaire qu'il a défini pour 2014 et 2015, tout en laissant jouer les stabilisateurs automatiques.

Le chômage recule

L'emploi a vivement progressé sur l'année écoulée, et le taux de chômage, après avoir atteint un pic à 15.2 % début 2012, est redescendu à environ 12 %. Cette amélioration encourage la population à revenir sur le marché du travail. Le chômage de longue durée recule également, mais il demeure élevé, et les autorités devront continuer de s'efforcer en priorité de ramener ces chômeurs vers l'emploi. La participation aux programmes d'emploi des collectivités locales a progressé l'année dernière, mais ces dispositifs n'ont pas vraiment permis d'assurer le retour des chômeurs sur le marché du travail normal. Le suivi des résultats obtenus sur le marché du travail par les participants aux programmes d'activation et l'ajustement correspondant du financement de ces programmes devraient être prioritaires.

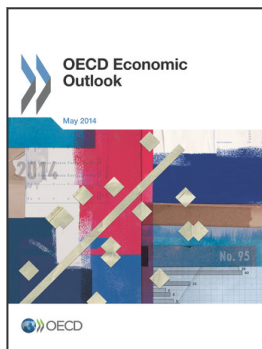
Les performances des banques irlandaises s'améliorent

L'endettement du secteur privé est élevé par rapport aux normes internationales. L'encours de crédit continue à diminuer. Le volume de prêts improductifs demeure considérable, mais il a entamé une décrue. Le

gouvernement devrait surveiller le fonctionnement du nouveau dispositif institutionnel pour la résolution des cas de prêts irrécouvrables et éliminer rapidement les éventuels goulets d'étranglement. La performance opérationnelle et le bilan des deux principales banques du pays s'améliorent, ce qui les place en meilleure position pour satisfaire les besoins d'emprunt de l'économie à l'heure où elle se redresse.

**Les risques de divergence
par rapport aux prévisions
sont équilibrés**

La croissance du PIB devrait s'établir à environ 2 % en 2014 et en 2015, mais si la croissance des partenaires commerciaux venait à s'essouffler, la reprise irlandaise marquerait le pas. L'expiration des brevets pharmaceutiques continuera également de déprimer plus que prévu les exportations et le PIB. Si l'économie tombe dans la déflation, cela rendrait aussi plus difficile de réduire les dettes, et l'ajustement des salaires réels maintenu à un coût compétitif deviendrait difficile si la déflation devait se produire dans la zone euro. Après une longue période de recul, le ratio investissement/PIB se situe à un niveau très faible, ce qui permet en revanche d'envisager une période prolongée d'investissement soutenu et de croissance du PIB plus forte que prévu.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2014 Issue 1

Accéder à cette publication :
https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2014-1-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2014), « Irlande », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2014 Issue 1*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2014-1-22-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.